

# Élections municipales : une semaine pour convaincre, rassembler, faire gagner la gauche et les valeurs de la République

A six jours du premier tour des élections municipales, le PCF appelle ses militants et militantes, ses élu·es et ses sympathisant·es à amplifier le débat démocratique mené dans les 35 000 communes de France. Les derniers jours de campagne vont être déterminants alors qu'un tiers des électeurs et électrices se disent indécis et que l'abstention pourrait concerner des millions de Français·es.

Face à la dégradation de la situation internationale et aux risques d'embrasement généralisé du monde et dans le contexte de l'intervention militaire américano-israélienne en Iran et au Liban, les communes seront amenées à jouer, comme elles l'ont toujours fait, un grand rôle aux côtés de nos concitoyen·nes.

Les élu·es communistes, refusant l'économie de guerre que cherche à nous imposer Emmanuel Macron, portent des exigences démocratiques, de paix, de solidarité internationale et de coopération et des propositions concrètes pour protéger la vie quotidienne et le pouvoir d'achat des habitant·es de nos communes grâce au développement des services publics locaux.

Dans ce contexte, nous demandons au gouvernement de protéger les budgets de nos communes des effets de la guerre de l'énergie menée par Donald Trump et de garantir leurs capacités d'action immédiate en prenant des mesures urgentes de maîtrise et de blocage des prix de l'énergie.

Troisième force politique du pays dans ce scrutin avec des milliers d'élu·es municipaux et près de 600 maires, présent au quotidien dans les luttes des travailleurs et travailleuses, des citoyennes et citoyens dans tous les départements ruraux ou métropolitains, le PCF conduit plus de 700 listes et soutient des milliers de listes menées par d'autres formations politiques de la gauche et des écologistes.

**Pour l'avenir de nos communes, nous appelons à battre partout la droite et l'extrême droite.**

Elles ont en commun une gestion néolibérale qui se traduit systématiquement par une casse des services publics locaux et un recul brutal des politiques sociales de proximité. Elles organisent l'asphyxie du tissu associatif en multipliant les coupes budgétaires, détruisant ainsi la solidarité locale. Elles livrent nos communes à la spéculation, sacrifiant le logement social au profit d'un affairisme immobilier décomplexé. L'extrême droite constitue quant à elle un péril mortel pour la France. Elle ne se contente pas d'aggraver les régressions sociales et démocratiques. Derrière une imposture sociale mensongère, elle porte un projet

# RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2543 – Jeudi 12 mars 2026



**Ce dimanche 8 mars à Tarnos, un repas de soutien à Marc Mabillet, maire communiste et candidat à Tarnos a réuni 250 convives motivés**

raciste et xénophobe qui divise les habitantes et habitants de nos communes et remet en cause les principes fondamentaux de la République.

Face à ces dangers, nous appelons à poursuivre et élargir partout les dynamiques de rassemblement autour des majorités de gauche sortantes pour répondre aux attentes des habitant·es, pour des politiques municipales, protectrices et

émancipatrices, de développement de l'emploi et des services publics locaux, notamment en matière de santé, de culture, d'éducation, de mobilités, de logement.

À l'offensive contre les logiques du capital, nos majorités de gauche, fortes de la présence et de la détermination des communistes, démontrent au quotidien qu'une alternative à l'austérité est possible dès l'échelon local. Elles constituent de véritables pôles de résistance et d'alternative pour répondre aux attentes des travailleurs et travailleuses. Elles agissent concrètement pour soustraire la ville aux politiques de marchandisation, reprendre le contrôle démocratique sur les biens communs, arracher de nouveaux droits et prouver par les actes que la politique peut concrètement changer la vie.

Dans toute la France, les militantes et militants communistes ont œuvré au rassemblement des forces progressistes sur la base de projets défendant l'intérêt général et les services publics. Ils agissent pour la défense des communes et de leurs missions avec, toujours, la volonté d'apaiser le débat public et de construire des solutions concrètes, utiles au service de l'intérêt général.

C'est au soir du premier tour et avec l'ambition de faire gagner, partout en France, le maximum de listes portées par la gauche et les écologistes et pour ne donner aucun point d'appui à l'extrême droite dans notre pays, que se décideront, ville par ville et en lien avec notre exécutif national et les fédérations concernées, les choix de second tour. Nous devons pour cela, dès le 15 mars, réunir les conditions du plus grand nombre de victoires possibles, en faisant élire ou en accordant les dynamiques les plus favorables aux candidat·es communistes et aux listes de gauche et écologistes. C'est notre objectif pour les six jours qui viennent. ■

# La 4e guerre du Golfe dans la recomposition de l'impérialisme régional et mondial

Au matin du samedi 28 février, les États-Unis et Israël lancent une offensive armée en Iran, interrompant les négociations en cours à Genève, alors même que de premières annonces avaient fait état d'avancées sur le programme nucléaire et que les parties devaient se retrouver le lundi 2 mars pour la suite des négociations. Cette intervention fait suite à un premier conflit éclair, en juin dernier, lors de ce qui a depuis été appelé la « guerre des douze jours ». Mais ses implications et ses enjeux sont bien plus graves et importants. Au-delà de la question de l'Iran, cette guerre est une étape majeure dans la recomposition des rapports de force régionaux, voire mondiaux, et de l'impérialisme, comme de ses contradictions. L'imbrication étroite des enjeux régionaux, des enjeux internationaux et des intérêts particuliers des puissances internationales et régionales dessine un paysage complexe avec un point nodal commun : l'importance du contrôle des réseaux.

Dans la phase actuelle de refondation des modalités de l'accumulation capitaliste et de l'impérialisme, le contrôle des réseaux (énergétiques, commerciaux, numériques, spatiaux...) acquiert une dimension nouvelle. On parle, à raison, beaucoup du rôle majeur du détroit d'Ormuz. Il voit passer 24 % du commerce pétrolier et 20 % du GNL mondial. Plus de 85 % du commerce pétrolier est à destination de l'Asie. Pour le GNL, 26 % sont à destination de la Chine et 19 % de l'Inde. Plus largement, la région est le carrefour de corridors majeurs en cours de construction : corridor IMEC (Inde-Émirats-Israël-Europe), corridor Russie-Iran, corridor Irak-Turquie, etc.

## Dans ce contexte, les enjeux sont les suivants :

- ◆ Les deux alliés, les États-Unis et Israël, poursuivent aujourd'hui des objectifs militaires différents et des intérêts économiques convergents. L'action états-unienne s'attache ainsi en priorité à réduire à néant les infrastructures stratégiques et les capacités de production dont dispose l'Iran. Elle est aussi le fruit de la pression croisée des dirigeants israéliens et saoudiens qui ont pour intérêt commun de neutraliser l'Iran.
- ◆ Le gouvernement de Benjamin Netanyahu semble pour sa part aspirer à éliminer l'un des obstacles à sa politique de chaos et d'hégémonie régionale, en donnant un coup d'accélérateur à sa politique d'épuration ethnique et d'annexion de la Cisjordanie et en reprenant les opérations militaires au Liban, à six mois d'élections législatives en Israël.
- ◆ Une troisième puissance régionale, l'Arabie-



saoudite, rivale de longue date de l'Iran, semble accorder sa partition sur la force d'intervention israélo-états-unienne. L'application du plan Trump pour le Proche-Orient et la nouvelle définition que Trump a apportée au projet américain de « Grand Moyen-Orient » lors de son discours de Riyad en mai dernier ouvrent pour la monarchie wahhabite l'opportunité de gagner de nouvelles positions dans la région, ce qui passe par la remise en cause de l'accord irano-saoudien de 2023 conclu sous le parrainage de la Chine. Ce sont les conditions d'accord d'Abraham de nouvelle génération qui sont ici en train de mûrir.

◆ La crise historique de la dictature théocratique en Iran est une sorte d'opportunité pour ces intérêts de se concrétiser. L'ampleur du soulèvement populaire du mois de janvier dernier a montré la faiblesse des forces sociales qui soutiennent encore le régime. La violence sanguinaire de la répression a montré, à nouveau, que ce régime était prêt à tout pour se maintenir au pouvoir. Ses provocations successives dans le domaine nucléaire (enrichissement de l'uranium bien au-delà des cadres fixés par l'AIEA) ont fait le reste. Ses attaques de ces derniers jours contre les États membres de l'organisation de coopération du Golfe, contre les raffineries saoudiennes, contre les usines de GNL au Qatar, achèvent de l'isoler.

Malgré les politiques néolibérales de la dictature et les sanctions internationales l'Iran dispose encore à ce jour des chaînes de production et des infrastructures nécessaires pour produire les drones Shahed, ainsi que des ressources balistiques nécessaires à la force de riposte, pour le moment. Les 2 500 établissements d'enseignement supérieur du pays produisent chaque année des cohortes de cadres, d'ingénieurs, de techniciens qualifiés, dont beaucoup occupent des postes clés au sein des infrastructures stratégiques et des chaînes de valeur associées. L'Iran forme chaque année 3 500 000 étudiants.

La mise au pas des filières industrielles de la défense, du nucléaire, de l'acier, du gaz et du pétrole, actuellement très dynamiques et imbriquées dans des réseaux de coopération, risque à l'avenir d'éteindre l'un des principaux secteurs d'emplois qualifiés du pays, provoquant la ruine de l'économie iranienne et encourageant toujours davantage la fuite des cerveaux.

Les forces progressistes iraniennes redoutent à présent de subir un sort comparable à celui de l'Irak, où l'analphabétisme, quasiment inexistant avant le début des guerres du Golfe, a fait des bonds

spectaculaires. L'exemple de l'Irak témoigne de l'impact destructeur des conflits armés sur l'éducation et les perspectives d'avenir des populations.

Dans un contexte d'intensification de la guerre économique des États-Unis avec la Chine et ses alliés régionaux, le développement et les transferts de potentiel intellectuel constituent l'un des leviers de la montée en puissance économique. Ainsi, dans la nouvelle configuration du rapport de forces international, la compétition technologique, les circuits commerciaux et la course à l'innovation constituent bien plus que la trame de fond des conflits armés. Pour les rivaux régionaux de l'Iran, Arabie saoudite et Israël en tête, le développement économique de l'Iran et de ses forces productives représente un réel obstacle.

L'intervention en Iran doit permettre aux États-Unis de consolider un rapport de force face à la Chine, mais aussi de contenir la Russie, en supprimant un possible contrepoids dans le Caucase du Sud, où la puissance américaine souhaite s'imposer à travers le corridor de Zangueour. La finalité d'une telle démarche est la refondation de l'impérialisme US dans le contexte où les recompositions internationales lui échappent en grande partie. Sa méthode est l'unilatéralisme absolu, face aux aspirations au multilatéralisme et à la réalité d'un monde devenu multipolaire. Cependant, il est confronté à des contradictions. La hausse des prix du pétrole et du gaz va à l'encontre des efforts de Trump pour les diminuer afin de conforter ses promesses d'amélioration du pouvoir d'achat interne aux États-Unis. Il faut également compter sur le peuple iranien, qui, malgré des décennies de répression politique, ne semble nullement disposé à abandonner ses revendications pour l'égalité, la justice sociale et le développement du pays.

Depuis des décennies, la société iranienne proteste contre les politiques néolibérales et destructrices du régime de la République islamique, qui engendrent la misère et assèchent l'économie du pays, sous le regard approbateur du FMI et de la Banque mondiale. Au fil des nombreuses grèves et manifestations, les Iraniens s'opposent autant aux sanctions internationales qu'aux politiques néolibérales qui contribuent, elles aussi de manière significative, à tarir les forces vives de l'économie du pays et dénoncent la corruption, devenue endémique.

En 2024, l'élection de Massoud Pezeckian avait ainsi été portée par une promesse d'union nationale, réitérée après la guerre de Douze Jours, mais restée lettre morte. L'absence de réalisations concrètes n'ont fait qu'exacerber la colère légitime du peuple. Pas plus hier qu'aujourd'hui, la société iranienne ne semble donner de signaux de renoncement. Elle paraît au contraire fermement arrimée à son

indépendance nationale et à sa souveraineté dans ses choix d'avenir.

La nécessaire fin du régime actuel, le maintien de l'intégrité territoriale de l'Iran, le respect de la souveraineté du peuple iranien et sa lutte contre toute ingérence étrangère appellent à la large coopération et à la constitution du front des forces progressistes iraniennes, comme l'exige le parti Toudeh d'Iran.

La poursuite de l'escalade militaire pourrait avoir de sérieuses conséquences sur l'équilibre régional, comme le rappellent unanimement les forces progressistes du Proche et Moyen-Orient, au parti Toudeh comme au sein de la plateforme militante et associative, The Peace Partnership (Le Partenariat pour la paix), constitué à l'initiative du Parti communiste d'Israël.

En confortant la position israélo-étatsunienne, le Président de la République Emmanuel Macron expose la France à des risques de grande ampleur, pouvant aller bien au-delà des attaques sur les bases militaires françaises au Proche et au Moyen-Orient. ■

## Contribution

### COMMENT LIRE LA CONSTITUTION ?

Le monde politique est complètement perturbé depuis la dissolution du Parlement en juillet 2024.

Avec la perte d'une majorité parlementaire avec un ou plusieurs partis, le président de la république, le gouvernement, l'assemblée nationale et le Sénat sont un peu à la dérive sur comment appliquer la constitution.

Qu'est-ce qui est constitutionnel et qui ne l'est pas ? Qui est respectueux de la constitution et qui ne l'est pas ?

La question qui se pose est : la constitution est-elle un tout qui rend tous les articles dépendants ou chaque article est indépendant ?

Un raisonnement logique amène à penser que tous les articles sont dépendants pour le simple fait que la modification d'un article pourrait rendre un ou plusieurs autres articles inopérant(s), invalides.

Dans ce contexte, le préambule et les articles 1, 2 et 3 rendent nuls tout acte ou tout fait pris pour toute modification d'un ou de plusieurs autres articles.

Laissant à chacun(e) la liberté d'aller lire ces références, je cite les points clés du *Titre premier – de la SOUVERAINETÉ* ;

*Article 2, alinéa 5 : son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple.*

ARTICLE 3 : Alinéa 1 : La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.

Alinéa 2 : Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Je n'apporte pas ma lecture de la constitution, le simple fait d'avoir écrit ce texte la définit.

J'invite celles et ceux qui sont des citoyen(ne)s, quelle que soit leur fonction constitutionnelle, de citoyen(ne) à élu(e) jusqu'au président de la république, à réfléchir et à analyser ce qui me semble être une question prioritaire de constitutionnalité.

Comment, dans ce cadre, faudrait-il traiter la loi sur la réforme des retraites ? ■

Jean Lapeyre  
Section PCF de Pouillon

**CINÉ-DISCUSSION**

JEUDI 19 MARS • Le Grand Club MCM  
19h30 • Entrée : 6.50€ / -26 ans : 5.00€

**Palestine 36**  
Débat animé avec la participation de Pierre Blanc, enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, spécialiste du Proche Orient

Partenaires :

## 40ème anniversaire du stand des Landes à la Fête de l'Humanité

Cette année, le stand des Landes l'Auberge Landaise fêtera ses 40 ans de présence à la Fête de l'Humanité.

Pour marquer le coup de ce 40ème anniversaire, nous souhaitons organiser un voyage pour celles et ceux qui voudraient découvrir ou redécouvrir la Fête de l'Huma qui se tiendra les 11, 12 et 13 septembre 2026 au Plessis-Pâté.

L'organisation de ce voyage serait la suivante :

- ◆ Départ le vendredi 11 septembre à 8h de Mont-de-Marsan avec une arrivée sur la Fête de l'Humanité dans l'après-midi. Déambulation libre dans les allées de la Fête et départ après le repas du soir vers l'hôtel.
- ◆ Le samedi 12 septembre, déplacement en bus de l'hôtel vers la Fête de l'Huma. Journée libre sur la Fête et départ après le repas du soir vers l'hôtel.
- ◆ Le dimanche 13 septembre, idem que le samedi.
- ◆ Le lundi 14 septembre, départ de l'hôtel vers Mont-de-Marsan avec un retour dans l'après-midi.

La première estimation serait de 207,85€/personne à condition d'avoir à minima 40 personnes intéressées.

Ce prix comprend : le déplacement en bus de Mont-de-Marsan à la Fête de l'Huma aller/retour ; les déplacements Fête de l'Huma vers l'hôtel aller/retour ; les trois nuits à l'hôtel en chambre double ; les petits-déjeuners sur le stand des Landes du samedi et dimanche matin.

À cela, il faudra ajouter la vignette-bon de soutien pour les trois jours. À ce jour, nous ne connaissons pas encore le prix.

Pour bien organiser ce voyage et proposer un tarif pas trop onéreux, nous avons besoin de savoir impérativement si vous seriez intéressés par ce voyage. Pour cela, nous vous demandons de nous renvoyer le bulletin d'inscription ci-dessous impérativement avant le 1er avril 2026 (cette date passée nous ne prendrons plus d'inscription).■

### Bulletin d'inscription

Je suis intéressé(e) par le voyage  
à la Fête de l'Huma  
pour les 40 ans du stand l'Auberge Landaise

Nom.....  
Prénom.....  
Localité.....  
Mail.....  
Téléphone.....

Nombre de personnes intéressées :.....

Bulletin à renvoyer à :  
Fédération des Landes du PCF  
7 rue Frédéric Bastiat BP34 40001 Mont-de-Marsan  
Mail : pcf.landés@wanadoo.fr

## VOTONS LA COMMUNE

*On l'a tuée à coups de Chassepot/ A coups de mitrailleuse/ Et roulée avec son drapeau/ Dans la terre argileuse/ Et la tourbe des bourreaux gras/ Se croyait la plus forte. Tout ça n'empêche pas, Nicolas./ Qu' la Commune n'est pas morte! ...C'est la hache de Damoclès/ Qui plane sur leurs têtes/ A l'enterrement de Vallès/ Ils en étaient tout bêtes/ Fait est qu'on était un fier tas/ A lui servir d'escorte. C'qui prouve en tous cas, Nicolas./ Qu' la Commune n'est pas morte!\_Bref, tout ça prouve au combattant/ Qu' Marianne a la peau brune/ Du chien dans l'ventre et qu'il est temps/ D'crier "Vive la Commune!"/ Et a prouver à tous les Judas/ Qu' si ça marche de la sorte. Ils sentiront dans peu, nom de Dieu./ Qu'la Commune n'est pas morte!* Extrait du chant révolutionnaire «*Elle n'est pas morte*» écrite en mai 1886 par Eugène Pottier (1816-1887, poète révolutionnaire auteur de «*l'Internationale*») et mis en musique par Rémi Victor Parizot (1819-1866, compositeur). La Commune de Paris débute dans la nuit du 17 au 18 mars 1871 avec la provocation de Montmartre où Adolphe Thiers (1797-1877) président de la République, décide de reprendre aux Parisiens des canons achetés par souscription en vue de défendre Paris. La mobilisation du Comité de vigilance de Montmartre dont Louise Michel (1830-1905) est l'une des principales animatrices lance la lutte. **Au soir de la journée, le Comité central de la garde nationale occupe l'Hôtel de ville et devient la seule autorité responsable. Il exercera tous les pouvoirs du 19 au 26 mars 1871, dans l'attente des élections communales. Le 26 mars 1871, les élections ont lieu et désignent les 92 membres du Conseil communal de Paris qui compte 25 ouvriers, d'où le nom de Commune de Paris. Le 28 mars, le Comité central de la Garde nationale passe le pouvoir à la Commune élue. C'est un coup de tonnerre dans la bourgeoisie des affaires dont le gouvernement aussi droitier que calotin se réfugie à Versailles pour combattre sans pitié le peuple souverain. La basilique du Sacré-Cœur, dite du Vœu national, sur la butte Montmartre à Paris décidée en 1873, achevée en 1923, visait à expier la défaite de Napoléon III à Sedan le 01/09/1870 face aux Prussiens et la confiscation des états pontificaux à la suite du départ des soldats français, ultime rempart du pape Pie IX menacé par l'unification italienne. La réaction entendait aussi détourner l'histoire du carnage de la «semaine sanglante» du 21 au 28 mai 1871 qui s'acheva au «mur des Fédérés» au Père-Lachaise par d'ultimes fusillades. La République démocratique finit par s'imposer non sans mal, contre cette «République versaillaise de massacreurs». En 1880 elle amnistia les communards exilés ou déportés. Dans une démocratie, le suffrage universel est un droit civique fondamental souvent conquis au prix du sang. Il a longtemps été masculin et ce n'est que le 21 avril 1944 que le droit de vote a été accordé aux femmes par l'amendement du communiste Fernand Grenier (1901-1992). Le terme de suffrage universel prend alors plus de sens. La société a changé et le suffrage qui n'avait que le nom d'universel, s'est étendu à une très large part de la population française, favorisant l'expression de la volonté populaire avec l'égalité des candidates femmes. Droite et extrême-droite rudent pour s'accaparer le vote. Les 15 et 22 mars 2026 dans 34 875 communes et 1254 Intercommunalités, les citoyennes et citoyens pourront élire leurs conseillers municipaux et conseillers communautaires. N'oublions pas lo prêtz deu messatge revolucionari de la Comuna (N'oublions pas le prix du message révolutionnaire de la Commune).■**

Roger La Mougne